

VŒU

Pour le respect des fondements de la démocratie locale et des services publics

LE CONSEIL,

Présenté par le groupe des Elus Communistes et Partenaires au nom de la majorité municipale

ADOPTE le vœu suivant :
(par 40 voix pour et 4 abstentions)

Considérant les discours du Président de la République portant sur le dénigrement des fonctionnaires et leur rôle auprès de la population,

Considérant les déclarations du Président de la République contre les Collectivités territoriales, les services publics et leurs personnels,

Considérant que les collectivités territoriales n'empruntent sur les marchés financiers, contrairement à l'Etat, que pour financer une partie de leurs investissements,

Considérant que ceux-ci représentent d'ailleurs plus de 70% de l'investissement public du pays,

Considérant que le déficit de l'Etat est lié essentiellement aux décisions du gouvernement de réduire les impôts des contribuables les plus riches ou les charges des entreprises,

Considérant que l'augmentation des effectifs de la fonction publique territoriale est liée directement et mécaniquement aux transferts de compétences opérés par l'Etat,

Considérant que la suppression de la taxe professionnelle et l'ensemble des dispositifs de la réforme de la fiscalité locale grève lourdement les capacités financières des collectivités et des communes en particulier, à Ivry ce sont 25 millions d'€ en moins pour les 3 prochaines années,

Considérant que les Collectivités territoriales et les services publics territoriaux constituent des fondements pour l'exercice de la démocratie locale au service de la population,

Considérant qu'il est aujourd'hui indécent de la part du Président de la République de se féliciter de la suppression de 160 000 emplois dans les fonctions publiques,

Considérant que la politique menée par Nicolas Sarkozy n'est autre que le prolongement du coup d'Etat entamé avec la réforme des collectivités territoriales,

Le Conseil municipal d'Ivry-sur-Seine :

- exige le respect par l'Etat de l'autonomie et du principe de libre administration des collectivités territoriales,
- s'oppose au chantage à la dotation en contrepartie de suppression d'emplois publics indispensables à la population et à la cohésion sociale,
- dénonce la stigmatisation par Nicolas Sarkozy de l'action des Collectivités territoriales et des personnels des fonctions publiques, après bien d'autres, pour nier ses responsabilités pleines et entières dans la crise financière et l'augmentation de la dette publique au profit des plus riches,
- apporte son soutien aux luttes des personnels des fonctions publiques,
- appelle les Ivryennes et les Ivryens à prendre toute leur part dans les actions de mobilisation contre la politique d'austérité du gouvernement contraire à l'intérêt général du pays.

TRANSMIS EN PREFECTURE
LE 22 FEVRIER 2012
RECU EN PREFECTURE
LE 22 FEVRIER 2012
PUBLIE PAR VOIE D'AFFICHAGE
LE 17 FEVRIER 2012